



Ouf, devrait-on dire. Le processus électoral qui empoisonne la vie des Togolais depuis plus d'un an est arrivé à son terme, avec le scrutin tenu le jeudi 25 juillet dernier. Après des péripéties assez mouvementées, les Togolais se sont en effet rendus aux urnes et ont voté. Et les résultats provisoires sont proclamés, avec des fortunes diverses pour les candidats et partis. Il s'agit en somme d'un scrutin plein d'enseignements.

### **Dégoût avéré des Togolais pour les élections**

Les élections sont dans tous les pays démocratiques, le premier ou le seul moyen donné aux citoyens pour s'exprimer, décider de l'orientation à donner au pays et influencer sur les choses. C'est une occasion à eux offerte pour sanctionner le pouvoir en place, le reconduire, ou

permettre l'arrivée d'un autre courant de pensée.

Les Togolais sont bien outrés par la gouvernance de Faure Gnassingbé, et ces élections législatives étaient une aubaine pour le prouver ; mais ils ne se sont pas déplacés en masse pour aller voter ce jeudi 25 juillet. La participation devrait tourner autour de 60%. Dans tous les bureaux de vote, le nombre de votants ne faisait qu'un peu plus de la moitié des inscrits. Nombre de Togolais en âge de voter, bien que s'étant fait recenser, ont préféré rester à la maison. Une participation assez faible et loin de celle d'octobre 2007 où elle tournait autour de 80 %. Preuve que les Togolais ont simplement perdu foi aux élections. Et au regard des conditions dans lesquelles le scrutin de jeudi dernier a eu lieu, ils n'avaient que trop raison de se réserver, sachant que leurs suffrages seront détournés par ceux-là mêmes qu'ils voudraient sanctionner. Et lorsqu'un pays en arrive là, il y a des craintes à nourrir, car très souvent les citoyens se laissent séduire par les solutions extrêmes...

Impossibles élections transparentes au Togo.

**Violences.** Voilà ce qui était redouté dans le cadre de la tenue de ces élections législatives. Si fort heureusement, elles n'ont pas été au rendez-vous – c'est peut-être trop tôt pour le dire -, au-delà des nombreuses fraudes dénoncées un peu partout et d'ailleurs attendues, ce sont les circonstances de la proclamation des résultats qui laissent à désirer. Alors même que les Commissions électorales locales indépendantes avaient à peine entamé la compilation des résultats des différents bureaux de vote, opération qui se fait avec la réception des présidents et rapporteurs des bureaux de vote, ces résultats globaux – jusque là inconnus ou pas encore authentifiés par les procès verbaux – sont proclamés sous forme de tendances, en direct sur la TVT dans la nuit du scrutin, avec la bénédiction de la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Lesquels chiffres donnent l'Union pour la République (Unir) grand vainqueur du scrutin, suivie du Collectif «*Sauvons le Togo*» et de la Coalition Arc-en-ciel. Comment ces chiffres ont-ils été obtenus? Et si c'étaient simplement les résultats préfabriqués dans les laboratoires du pouvoir et dont la presse responsable avait fait l'écho quelques jours avant le scrutin? Questions pour un champion.

Les griots sont allés au-delà des chiffres donnés et publiaient les nombres de sièges gagnés par les différents partis ou listes. Une façon donc de préparer les esprits à accepter le hold-up qui leur sera servi plus tard. Alors que toutes les manœuvres du monde ont été déjà entreprises et les résultats/tendances proclamés, on fait descendre à Lomé les présidents des Céni pour faire ce qu'on aurait dû enclencher depuis, c'est-à-dire attester les résultats sortis des urnes par les procès-verbaux. Et c'est ce samedi soir que la Céni a commencé par proclamer les résultats partiels provisoires. Et pourtant, les règles étaient clairement définies, et il ne fallait que les

respecter!

A côté de ces conditions de proclamation bien floues, il faut signaler les fraudes. Le Collectif «*Sauvons le Togo*»

, déjà dans une déclaration rendue publique la veille du scrutin, avait rapporté les cas de centres et bureaux de vote fictifs ou en doublons, avec des exemples à l'appui, souligné le manque de fiabilité du système de transmission des résultats basé sur le serveur vocal. Histoire d'alerter l'opinion. En conférence de presse vendredi au lendemain du scrutin, ses responsables sont revenus avec des cas de candidats Unir appréhendés la main dans le sac, avec des urnes bourrées aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays et plein d'autres irrégularités. Toutes actions qui ont l'effet de fausser le jeu. Mais n'empêche, toutes ces anomalies n'ont pas empêché les fameux observateurs internationaux de conclure à la transparence du scrutin. Il n'est visiblement pas possible d'espérer des élections transparentes au Togo.

### **La décadence de l'Ufc et de son leader**

Majorité des sièges à l'Assemblée nationale. C'est ce que les responsables de l'Union des forces de changement (Ufc) avaient à la bouche, au cours de la campagne électorale. Et ils y croyaient fermement. Que ce soit Gilchrist Olympio lui-même, ou ses disciples Djimon Oré, Jean-Luc Homawoo et autres, on faisait preuve d'un optimisme surprenant. Mais les résultats ou les tendances proclamés les ont ramenés sur terre. Non seulement le parti n'a pas recueilli la majorité tant clamée, mais en plus il a dégringolé. Jean-Claude Homawoo, Vice-président de la Céni et un des cadres du parti a avoué le fait accompli ce jeudi sur le plateau de la TVT lors de la nuit électorale, en déclarant en substances que les Togolais ont prouvé qu'ils ne sont pas bêtes, et qu'ils savent choisir si on leur donne l'opportunité.

D'après les résultats provisoires proclamés par la Céni, l'Ufc n'a engrangé que trois (03) petits sièges, sur les quatre-vingt-onze (91) au total. De vingt-sept (27) sièges en octobre 2007, le parti se retrouve avec un chiffre aussi minable. Et il a perdu tous ses fiefs légendaires. D'abord Lomé où il était roi, avec tous les cinq sièges acquis lors des législatives d'il y a 5 ans – le 5e bien gagné a été attribué à travers des manœuvres ubuesques à Charles Kondi Agba du Rp-, puis les Lacs, Zio, bref, les régions Maritime et des Plateaux où il raflait la mise. Pas un seul siège de gagné dans Le Grand Lomé, même pas à Sagbado où les meetings du parti étaient fréquents.

Pas la peine de chercher loin, Gilchrist Olympio et l'Ufc ont été simplement sanctionnés par les Togolais à cause de leur compromission avec le pouvoir, avec l'accord signé le 26 mai 2010 et qui scellait leur collaboration avec le régime. Une démarche que les populations n'avaient pas appréciée. Mais en plus, bien que racontant avoir agi au nom du peuple, l'«*Opposant historique*» s'est employé à nuire aux populations en adoubant certaines décisions du pouvoir, et les promesses faites n'ont pas été tenues. Les Togolais ont simplement décidé de les sanctionner à travers les urnes. Ces résultats, il faut le dire, scellent la mort politique de l'Ufc et de son leader. Pratiquement le même sort que l'Utd/Cpp Edem Kodjo. Pas sûr que Gilchrist Olympio et les siens retrouvent les ressources nécessaires pour revenir. On ne peut que leur dire au revoir ou adieu. «C'

*est donc fini pour le fils du premier président du Togo. A partir des résultats partiels des élections législatives du 25 juillet 2013, Gilchrist Olympio est politiquement mort... Le mythe Gilchrist, longtemps entretenu au Togo est donc fini. Le septuagénaire homme politique qui espérait accéder au pouvoir en 2015 sur la base de l'entente secrète qu'il a eue avec Faure Gnassingbé n'a plus qu'à prendre sa retraite politique pour laisser la place à la nouvelle sève qui monte dans la sphère politique au Togo»*

, écrit le confrère togoinfos.com.

## **Carte politique redessinée, Fabre chef de l'opposition**

Depuis le 26 mai 2010, et nommément la création le 10 octobre 2010 de l'Alliance nationale pour le changement (Anc), les Togolais qui ont tous leurs sens encore fonctionnels ont compris que l'opposition était désormais incarnée par ce parti et son leader, Jean-Pierre Fabre. Mais les prolétaires de l'esprit, entendu les suppôts et autres griots du pouvoir ont toujours fait croire que c'est Gilchrist Olympio et son parti qui en faisaient toujours office, malgré les différents signes sur le terrain. Mais à l'issue du scrutin de jeudi dernier, les choses sont désormais claires.

D'après les résultats provisoires proclamés qui restent encore en travers de la gorge de nombre de Togolais, le Collectif «*Sauvons le Togo*» est la liste qui vient en seconde position, avec dix-neuf (19) sièges acquis à l'Assemblée nationale. Et grâce, il faut le souligner, aux performances de l'Alliance nationale pour le changement (Anc) qui a marché sur les plates bandes de l'Union des forces de changement. A commencer par Lomé la capitale, où l'Ufc n'a remporté aucun siège. Tous les fiefs traditionnels du parti de Gilchrist Olympio ont été récupérés par l'Anc. De facto, la carte politique du Togo est redessinée, et c'est ce dernier parti, la cheville ouvrière du Cst qui se positionne comme la seconde force politique du pays – c'est encore discutable -, du moins la première de l'opposition ; et son président devient le chef de l'opposition, au sens de la loi portant statut de l'opposition votée le 12 juin 2013 par l'Assemblée nationale sortante.

«*Le chef de file de l'opposition est le premier responsable du parti politique appartenant à l'opposition au sens de l'article 2*

*ci-dessus, ayant le plus grand nombre de députés à l'Assemblée nationale»*

, indique l'article 24 dudit statut. En clair, le titre d'

«*Opposant historique*»

dont s'affuble depuis des lustres Gilchrist Olympio est du passé, et désormais, c'est Jean-Pierre Fabre qui parlera au nom de l'opposition. De la première force de l'opposition il y a 5 ans, l'Ufc se retrouve au 3e rang, la 2e place étant ravie par le Comité d'action pour le renouveau (Car).

Le scrutin de jeudi dernier n'a pas apporté grand-chose, en termes d'avancée démocratique et d'élections transparentes ; c'est le pouvoir en place qui s'en est une fois encore sorti victorieux (sic). Mais le grand enseignement du scrutin ou plutôt la grande conséquence, c'est sans doute la mort politique de Gilchrist Olympio et son parti, mais aussi le redessinement de la carte politique du Togo, avec l'Anc comme la principale force de l'opposition, et Jean-Pierre Fabre son chef de file.

Tino Kossi, Liberté

{comments on}